

l'Uqam



Paul Adams (USA)



Shere Hite (USA), J.M. Samson (UQAM)



Edouard Boltrami (UQAM)



D. Finkelhor (USA)

M. Martinson (USA)



Ira L. Reiss (USA)



T. Langfeldt (Norvège)



A. Bergeron (UQAM)

Richard Green (USA)



Dr Denis Lazure, ministre



Harold Lyon (USA)



A. Ellis (USA)



Joseph Levy (UQAM)



Judy E. Hall (USA)

Services à la collectivité

Une troisième mission, distincte mais intégrée

Voilà enfin reconnue formellement à l'UQAM une troisième mission, distincte mais intégrée aux fonctions traditionnelles d'enseignement et de recherche: les services à la collectivité. En milieu universitaire québécois, cette expression a été servie à toutes les sauces au cours des dernières années. Dorénavant, elle aura, au sein de l'Université du Québec à Montréal, un sens bien précis: «L'ensemble des activités qui favorisent une plus grande démocratisation de l'accès et de l'utilisation de ses ressources humaines, scientifiques et techniques, par le développement de nouveaux modes d'appropriation des ressources éducatives et scientifiques et d'une plus large diffusion du savoir.»

Par ailleurs, la résolution adoptée par les diverses instances de l'institution ne laisse aucun doute quant aux collectivités visées: «Les populations désignées sous le vocable de milieux populaires et ouvriers ainsi que les autres catégories de population visant à changer leur situation d'exclus, de défavorisés ou de dominés au sein de la société.» Bref, il s'agit des collectivités qui n'ont traditionnellement pas accès aux ressources universitaires.

M. Pierre Gladu, directeur du Service de l'éducation permanente, juge extrêmement importante l'adoption d'une telle politique. «C'est la première fois qu'une université donne officiellement une voix à ces groupes et ces organisations; ce faisant, elle reconnaît leurs droits à l'accessibilité aux ressources, et met des universitaires à contribution dans la poursuite d'un certain idéal de démocratisation.»

Une mission, deux fonctions

Pour développer cette nouvelle mission, deux fonctions seront privilégiées: le soutien aux activités de promotion collective et la diffusion de connaissances et d'informations auprès des populations visées. Dans le premier cas, l'initiative revient aux groupes. A leur demande, des activités d'enseignement et de recherche seront organisées pour faciliter la solution de problèmes qui les préoccupent, qu'ils soient sociaux, économiques ou culturels. Fait à souligner, ces pratiques éducatives seront élaborées en étroite collaboration avec les principaux intéressés, et devront respecter leur autonomie. Ceux-ci sont en effet considérés comme des partenaires à part entière «dans la définition des objectifs, des contenus, de la démarche et du mode de diffusion des activités devant être réalisées.» Selon Pierre Gladu, cet aspect de la politique est fondamental.

Quant à la fonction de diffusion, elle désigne les démarches d'information et de vulgarisation visant à mettre à la disposition des collectivités visées, les con-

naissances ou les outils utiles à la compréhension de problèmes les concernant. Et si l'initiative, dans ce cas, revient à l'institution, elle exige néanmoins la consultation et la participation des groupes intéressés. Ces activités prendront diverses formes: organisation de colloques, d'expositions et de spectacles; productions

écrites, audio-visuelles ou picturales; utilisation des media de masse pour rejoindre de grands ensembles, etc.

Un nouveau comité

A cette fin, un comité des services à la collectivité sera créé

(la suite à la page 2)



Fête à l'UQAM

Professeurs, chargés de cours et employés de soutien ont fêté jeudi soir dernier, à l'invitation du recteur, l'inauguration du nouveau complexe de l'Université dans la grande place du pavillon Judith-J. Asmin.

Négociations SPUQ-UQAM

La direction de l'Université a déposé le 6 septembre son projet de convention collective SPUQ-UQAM, à l'exception des clauses relatives à la tâche, aux assurances, au régime de retraite et au traitement. Le syndicat des professeurs a reçu les offres patronales et s'apprête à les analyser en comité de négociations. Rappelons que celui-ci avait déposé sa propre version du projet le 11 juin dernier, à l'exclusion de trois points (assurances, régime de retraite et traitement) devant possiblement faire l'objet d'une négociation réseau. A l'heure actuelle, tous les syndicats de professeurs appartenant au réseau UA sont en négociation, en vue du renouvellement de leur contrat de travail échu en mai dernier.

Par ailleurs, le SPUQ convie ses membres à une assemblée générale fort importante qui aura lieu le 28 septembre, dans la salle Champlain de l'Hôtel Sheraton Mt-Royal, à compter de 9h30. Trois points sont à l'ordre du jour: le budget; un projet de modification des statuts et règlements de la constitution du SPUQ; et les négociations, locales ou réseau. Les professeurs devront en effet se prononcer sur une recommandation du conseil syndical, à l'effet que l'ensemble des négo-

ciations seraient locales, y compris celles portant sur les questions salariales et les congés parentaux.

C.G.

Au SCCUQ

L'exécutif du syndicat des chargés de cours convoque tous les membres à l'assemblée générale qui aura lieu ce mercredi 19, à 19h30 à la salle Lafontaine. A l'ordre du jour: informations sur la convention collective et propositions d'action; bref d'évocation; élections aux postes de 1er vice-président et de responsable à la mobilisation jusqu'à maintenant détenus par M. Jocelyn Chamard (histoire) et M. Carol Saucier (sociologie).

Présidé par M. Laurie Girouard (sociologie), l'exécutif se compose à la rentrée des membres suivants: 2e vice-président, M. Richard Poulin (sociologie); secrétaire, M. Yves Lanctôt (psychologie); trésorière, Mme Diane Charlebois (mathématiques) responsable à la condition féminine, Mme Christiane Malet (linguistique); responsable l'information, M. Michel Desmarais (psychologie).

Commission des études

A sa réunion du 11 septembre 79, la commission des études a :

- certifié la diplomation de 594 étudiants de 1^{er} cycle et de 25 étudiants de 2^e cycle;
- recommandé au Conseil d'administration la nomination de M. Pierre Robineau au poste de directeur du département de kinanthropologie;
- recommandé la nomination de Mlle Catherine Garnier au poste de directeur intérimaire du module d'éducation physique, et de M. Claude Sabourin à celui de directeur intérimaire du module d'art dramatique;
- nommé Mme Madeleine Grefard au poste de directeur du programme de maîtrise en art dramatique;
- nommé M. André Lavallée au poste de directeur des programmes d'études avancées en éducation;
- nommé M. Alfred Dubuc au poste de directeur des programmes d'études avancées en histoire;
- nommé M. Jean-Pierre Trempe au poste de directeur des programmes d'études avancées en sexologie;
- renouvelé le mandat de M. Jean-Claude Brief comme membre de la sous-commission des études avancées et de la recherche;
- nommé M. Jean-Marc Tousignant, Michel Senez et Michel Allard membres de la sous-commission du 1^{er} cycle;
- renouvelé le mandat de Mme Ruth Rose-Lizée et de M. Jean-Jacques Giguère comme membres de la sous-commission des ressources;
- désigné M. Jean-Pierre Che-

neval, Clément Picard et Maurice Soulière comme membres du comité conjoint créé pour étudier le rapport de la commission d'études sur les universités;

- modifié la mode de nomination des membres du CEPREC (Comité d'évaluation des programmes et du répertoire de cours);
- approuvé le transfert de 22 cours du département des sciences de l'administration au département des sciences comptables;
- entendu le rapport intérimaire du vice-recteur à l'enseignement et à la recherche au sujet de la tutelle au rassemblement en animation et recherche culturelle;
- entendu le rapport du directeur du Centre de recherche en didactique, M. Robert Saint-Amour et demandé à ce dernier de présenter son rapport définitif à la réunion de décembre prochain;
- approuvé des modifications au baccalauréat et au répertoire de cours en danse;
- recommandé au Conseil d'administration le rattachement du programme de baccalauréat en danse à la famille des arts sous l'autorité du vice-doyen de cette famille, ainsi que la nomination de Mme Françoise Riopelle à titre de responsable de ce programme;
- adopté des modifications au règlement des études de 2^e et de 3^e cycle (règlement no 8);
- proposé au Conseil d'administration d'adopter la politique de congés de perfectionnement et sabbatiques pour l'année 80-81;
- pris connaissance des documents ayant trait aux ressources affectées au programme de baccalauréat en enseignement professionnel.

Enseignement et recherche

Les priorités du vice-recteur

Soulignant le caractère exceptionnel de l'année en cours (10 ans d'existence, entrée au nouveau complexe, tenue de colloques internationaux), le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche livrait récemment aux divers responsables de l'enseignement et de la recherche ses objectifs pour 79-80.

Entouré des doyens, vice-doyens, directeurs de départements et de modules, responsables des laboratoires et centres de recherche, M. Michel Leclerc invitait les uns et les autres à un examen de conscience collectif. «Il faut surtout réfléchir, dit-il, à la qualité de l'enseignement au regard de l'accessibilité; chercher comment réaliser un mariage heureux entre l'excellence et l'innovation.» A cet effet, il annonçait la création d'un modeste service d'aide à l'innovation pédagogique.

Le vice-recteur entend inscrire au chapitre de ses priorités l'amélioration de l'image publique de l'UQAM ainsi que le déroulement sans heurts des négociations avec le SPUQ et le SEUQAM.

Il a par ailleurs insisté sur l'importance de mettre un terme à l'élaboration de plans triennaux qui reflètent les volontés de développement des unités de

base et les possibilités réelles de l'institution.

Nouvelles bien accueillies par les participants: le raffinement du processus d'inscription par une utilisation plus grande des services informatiques (applicable en septembre 80) et le mandat confié aux services aux étudiants de préparer une politique intégrée d'accueil pour les étudiants du soir, qui n'ont pas reçu jusqu'à maintenant, il faut en convenir, les services auxquels leur statut d'étudiant leur donne droit.

M. Leclerc a également confié aux services aux étudiants le soin d'appliquer la politique de reconnaissance des associations étudiantes adoptée récemment par le conseil d'administration de l'UQAM; politique qui respecte, à son avis, les exigences minimales du fonctionnement démocratique. Le service d'éducation permanente, pour sa part, doit actualiser la politique institutionnelle des services à la collectivité, objectif reconnu par M. Leclerc comme de très grande importance pour l'Université.

Éliminons les préjugés et communiquons davantage d'un secteur à l'autre; faisons connaître nos besoins avec franchise et réalisme; regardons-nous tel que nous sommes. Tels sont les



M. Michel Leclerc

principaux messages exprimés par le vice-recteur au terme d'une rencontre qui sonnait pour l'UQAM l'heure de la rentrée.

D.N.

Entente UQAM-FTQ-CSN

Une oeuvre utile au travailleur

Le renouvellement du protocole expiré depuis mai dernier, le développement du secteur de la santé et de la sécurité au travail, la poursuite et le renforcement des activités sur un ensemble de thèmes, l'implantation de ressources nouvelles, voilà les principaux objectifs de l'entente

UQAM-CSN-FTQ pour l'année universitaire.

Paraphé en janvier 76 par la Confédération des syndicats nationaux, la Fédération des travailleurs du Québec et l'Université, cet accord, dont la réalisation incombe à un comité conjoint, vise à rendre accessible aux travailleurs syndiqués des ressources universitaires en formation ou en recherche. L'entente est renouvelable tous les deux ans.

«Nous disposons à notre avis d'une méthode de travail et d'outils pédagogiques valables, accessibles aux travailleurs», explique M. Michel Lizée, coordonnateur, du service de l'éducation permanente à l'UQAM.

M. Lizée estime cependant nécessaire l'adjonction d'un deuxième coordonnateur qui ait l'habitude de la démarche pédagogique, de l'orientation d'une recherche et de l'animation de groupe; quelqu'un qui puisse aider à établir la communication et à faire passer le courant entre les travailleurs et les professeurs.

Au chapitre des activités, le champ de la santé et de la sécurité au travail représente un domaine majeur d'intérêt en termes d'action et de recherche. Qu'il s'agisse du bruit en milieu industriel, ou des effets des conditions particulières de travail sur la santé, ou sur la reproduction, ou encore sur les conditions de travail dans les abattoirs de poulet, un programme élaboré de sessions de formation, partie à la CSN, partie à la FTQ, a permis de rejoindre des membres de divers comités de santé-sécurité, des délégués syndicaux, des permanents de centrales, bref des centaines d'intéressés, du simple travailleur au formateur syndical. Cet éventail d'activités implique des professeurs de l'UQAM, notamment les biologistes Donna Merzler, Karen Al-Aidros, Luc Desnoyers, Serge Simoneau, de même que des collaboratrices étudiantes comme

Annette Beauvais, Nicole Vézina, Micheline Cyr, Claire Marien, Anna Maria Seifert. C'est dire que non seulement des professeurs (dont une participation accrue sera recherchée dans d'autres secteurs qui comptent aussi nombre de projets en cours, tels que les sciences humaines, les sciences juridiques et l'économie) mais aussi des étudiants s'appliquent à faire oeuvre scientifique utile aux travailleurs.

En outre, on prépare une information à caractère plus spécialisé, entre autres, sur le bruit (en collaboration avec l'Institut de recherche appliquée sur le travail) et sur la vision en milieu de travail. D'autres thèmes doivent également être explorés, qui intéressent non seulement des biologistes mais aussi des chimistes, des physiciens: effets des températures (chaud et froid), des poussières, des métaux (exposition au plomb, par ex.), des solvants industriels, des gaz. «La richesse de pareilles recherches présuppose l'appoint combiné de l'approche scientifique et du savoir collectif des travailleurs directement concernés. L'un ne va pas sans l'autre», conclut M. Lizée.

C.A.

L'équipe de rédaction a l'entière responsabilité du contenu du journal, qui n'engage en rien la direction de l'Université du Québec à Montréal.

l'Uqam

volume VI, numéro 2
17 septembre 1979
publié par:
section information
Université du Québec à Montréal,
1199 rue de Bleury, Montréal
téléphone: 282-7040
rédaction: Claude Asselin, Claire Gauthier, Pierre Gélinas, Denise Neveu, Hélène Sabourin.
photos: service de l'audiovisuel
Dépôt légal deuxième semestre 1979
Bibliothèque nationale du Québec

Une troisième mission... (suite de la page 1)

incessamment. Ses dix-sept membres seront désignés par la commission des études: huit représentants de groupes ou d'organismes externes à l'UQAM qui en feront la demande, six professeurs provenant de chacun des grands secteurs d'activité de l'institution, un membre du Service de l'éducation permanente (SEP) et un membre des Services aux étudiants; la présidence reviendra au directeur du SEP, M. Pierre Gladu.

Voici les grandes lignes du mandat confié au comité: «Favoriser, au sein de l'Université, la présence et l'expression formelle des besoins des groupes et des populations que l'UQAM veut desservir en matière de services à la collectivité; recevoir, concevoir et recommander des critères de pertinence sociale, des axes de développement et des priorités annuelles (dans ce domaine); recommander à la commission des études une politique relative à l'utilisation du fonds spécifique consacré à (cette mission); eu égard aux priorités institutionnelles, évaluer et recommander aux instances pertinentes des projets en matière de services à la collectivité, pour avis quant à leur valeur académique et/ou la qualité scientifique, etc.» Ce dernier aspect du mandat fut à l'origine d'un débat passionné à la commission des études.

Le problème des critères

Rappelons qu'un premier comité paritaire, mis sur pied en janvier dernier, avait été chargé de



M. Pierre Gladu

proposer une politique institutionnelle dans ce domaine. Et il avait, sur cette question, d'autres visées: il recommandait la création d'une sous-commission des services à la collectivité, devant notamment émettre des avis sur la qualité des projets, en tenant compte de leur spécificité. Or, la C.E. a choisi de confier cette responsabilité aux sous-commissions déjà existantes, estimant que cette nouvelle mission, pour être véritablement intégrée aux autres fonctions d'enseignement et de recherche, doit répondre aux mêmes normes de qualité.

Le SEP, toutefois, estime qu'avec le temps, il faudra adapter ces critères, compte tenu de la nature des projets de services à la collectivité; car ceux-ci diffèrent profondément des activités universitaires traditionnelles de par leurs objectifs et leurs clientèles, de par les démarches et les méthodes qu'ils exigent, etc. C'est pourquoi les discussions se poursuivent avec les instances concernées, afin d'établir un mode de collaboration qui permettra d'aplanir ces difficultés.

Quant au montant qui sera spécifiquement affecté aux activités de services à la collectivité, il n'est pas encore connu, non plus que son mode de gestion. Toutefois, on sait déjà que le Fonds institutionnel de recherche consacra cette année 70 000\$ de son budget à la réalisation de tels projets (22 000\$ l'an dernier).

Et le SEP, dans tout ça? Il continuera «d'agir en tant qu'agent de coordination entre les professeurs, les instances de base et les organismes concernés.» Plus que jamais, cette fonction-relais entre l'université et le milieu sera essentielle à l'UQAM. Car la reconnaissance, en bonne et due forme, de cette nouvelle mission universitaire, résulte en grande partie de longues années de travail au sein de ce service.

De l'avis de son directeur, une étape importante vient d'être franchie.

C.G.



C'est par intérêt pour le champ des activités sociales que M. Pierre Filiatrault, professeur en marketing, et Jeannette Laquerre, étudiante en administration, en sont venus à s'intéresser à «La Magnétothèque».

En administration

L'entreprise à vocation sociale, un choix pour les stagiaires

Commencée vendredi, la campagne de souscription de «La Magnétothèque» qui se poursuit jusqu'au 29 septembre, entend sensibiliser les gens au problème des aveugles et autres handicapés incapables de lire «l'imprimé ordinaire». La Magnétothèque leur offre sur bandes magnétiques des enregistrements de livres et documents leur permettant de poursuivre des études, de travailler, ou tout simplement de s'informer et de se divertir.

L'UQAM a sa petite part dans cette PME québécoise. Depuis un an, à l'intérieur de trois cours en administration, des étudiants se sont penchés sur le fonctionnement de l'entreprise, sur ses perspectives d'avenir. Ils ont imaginé des «stratégies de marketing».

Plus particulièrement, une étudiante au bacc. en administration, Jeannette Laquerre, s'est intéressée à «La Magnétothèque». Elle vient d'y terminer un stage de trois mois — projet d'intervention en session d'été —. Actuellement, elle participe activement à la campagne de souscription tout en aidant à la mise sur pied d'une seconde magnétothèque dans la ville de Québec.

Mlle Laquerre était l'un des 68 candidats-étudiants de la région montréalaise choisis par le ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec pour oeuvrer à l'intérieur d'une petite ou moyenne entreprise pendant l'été — «Projet d'intégration des stagiaires dans les PME». L'UQAM d'ailleurs a fourni près de la moitié des stagiaires du Grand Montréal cette année.

Les étudiants pouvaient bien sûr travailler dans le secteur privé, comme dans le domaine public ou dans un milieu communautaire. «J'ai opté pour une entreprise à vocation sociale, sans but lucratif, dit-elle, par goût d'abord et parce que c'est un champ d'activité très intéressant. On a bien tort de croire qu'encore aujourd'hui la masse des étudiants en administration ne pense qu'au fric. Plusieurs prévoient utiliser leur connaissances ou poursuivre leurs recherches dans une voie moins traditionnelle, plus axée vers les services, vers les besoins des simples citoyens».

M. Pierre Filiatrault, professeur en administration, qui a supervisé le stage de Jeannette Laquerre, mène de son côté des recherches portant sur le comportement des consommateurs face à la préservation de l'énergie. «L'ensemble de mes préoccupations vont dans

ce sens. Le domaine des services, le secteur coopératif, etc., se développent rapidement. C'est très enrichissant de s'y impliquer».

«La Magnétothèque» a trouvé à l'UQAM plus d'un soutien. M. Frédéric Metz du département de design graphique a réalisé la maquette et le design des macarons de la campagne au cours de laquelle on souhaite ramasser la jolie somme de 100 000\$.

H.S.

Projet de certificat de 1er cycle en archéologie

Un programme de certificat de 1er cycle en archéologie pourrait être mis en marche à l'UQAM, dès janvier 80, le dossier en étant actuellement à ses dernières étapes. «Il s'agit de dispenser une culture archéologique à des gens d'une autre spécialité, ou encore d'assurer à ceux qui voudraient continuer une base de départ», explique M. Gilles Tassé, professeur-chercheur au laboratoire d'archéologie de l'UQAM.

Le programme est une initiation à l'archéologie: notions sur l'antiquité de l'homme et son évolution centrée sur le Nord-Ouest de l'Amérique du Nord en particulier; introduction à la recherche (techniques de fouilles et de prospections) ainsi que description, classement et interprétation du document archéologique; développement de l'archéologie au Québec et peuplement de l'Amérique.

L'été qui se termine aura été la dernière saison, du début de juin à la fin d'août, du programme TUVAAALUK, à la Baie du Diana, au Nord-Ouest de la Baie d'Ungava. Dix-huit personnes y ont pris part. Une importante délégation du Conseil canadien de recherche en sciences humaines a aussi visité le site.

Programme pluridisciplinaire lancé au printemps 75 à l'UQAM en collaboration avec des chercheurs des Universités Laval et de Montréal, TUVAAALUK avait pour mission l'étude de la mise en place du peuplement historique de l'Ungava, ainsi que du milieu naturel (paléo et géo-climat). «Les activités sur terrain autres que l'archéologie sont terminées depuis 1977, précise le responsable du laboratoire d'archéologie et directeur du projet, M. Patrick Plumet. Mais la collaboration logistique et scientifique continue étroitement avec d'autres

disciplines dont les chercheurs ont développé différents programmes de recherche indépendants de TUVAAALUK, tel celui de l'U. de M., sur la partie Nord-Est de l'Ungava et la côte du Labrador. De même, s'est accrue la coopération avec la communauté inuit, en particulier Kuartak.»

Chaque année, l'équipe de terrain et de fouilles, dirigée par M. Ian Badgley, assistant de direction, a rapporté des objets-témoins (pierres taillées, déchets osseux): quelques milliers la première saison, mais près de 20 000 l'an dernier et environ 40 000 en 79. «Devant cette abondance, nous devons réexaminer nos méthodes d'analyse, commente M. Plumet. C'est un travail qui se prolongera au-delà du programme TUVAAALUK et dont la synthèse ne sera présentée que dans deux ou trois ans, peut-être sous la forme préliminaire d'un colloque international.»

D'ici un mois, paraîtra un ouvrage de la collection Paléo-Québec, portant sur les méthodes d'enregistrement et d'analyse en

Sciences de la religion: l'UQAM et Concordia s'épaulent

Souhaitée vivement par les chercheurs en sciences religieuses de l'UQAM et de l'Université Concordia, l'unité conjointe de recherche et de documentation, est enfin née. Un protocole d'entente entre les deux institutions vient tout juste d'être signé consacrant l'ouverture du **Regroupement interuniversitaire pour l'étude de la religion**. «à titre expérimental pour une durée initiale de trois ans».

La direction du Regroupement sera assurée en alternance par l'UQAM et Concordia. Pour les deux prochaines années, M. Michel Despland du «Department of Religion» de Concordia accomplit la fonction. Mais le secrétariat loge au pavillon Hubert-Aquin de l'UQAM.

M. Louis Rousseau, responsable des études avancées du département des sciences religieuses de l'UQAM, a été l'un des artisans du projet interuniversitaires qu'il croit essentiel au développement de la recherche dans le domaine de la religion. «A moins d'une action originale et commune de la part de ceux qui travaillent totalement ou partiellement dans ce champ de la connaissance scientifique de la religion, affirme M. Rousseau, nous ne pouvons espérer sérieusement voir se modifier la situation actuelle qui en est une d'isolement et d'éparpillement des chercheurs».

Il rappelle que «l'étude scientifique de la religion est jeune dans les universités québécoises. Elle date des années cinquante et s'est développée de deux principales manières: à l'intérieur de programmes de théologie, philosophie, histoire, anthropologie, etc. ou au sein d'équipes spécialisées et de départements de sciences religieuses comme c'est le cas à l'UQAM et à Concordia.»

Que ces deux universités mont-réalisais joignent leurs efforts, leurs ressources, dans une unité de recherche et de documentation, ne surprendra donc personne.

Le Regroupement interuniversitaire pour l'étude de la religion veut, au premier chef, stimuler la collaboration en vue d'accroître la qualité de l'enseignement et de la recherche en sciences religieuses au niveau des second et troisième cycles. Il souhaite travailler à l'intégration informatisée des différents fonds de bibliothèque. Il entend organiser des colloques internationaux, des séminaires et des conférences favorisant les

rencontres et les échanges entre chercheurs. En un mot, il vise «à promouvoir par tous les moyens à sa disposition, le développement de la recherche sur la religion».

Sont invités à se joindre au Regroupement, en tant que membres actifs, les professeurs et les étudiants de 2e et 3e cycle, dont la recherche s'inscrit dans le champ de la connaissance scientifique de la religion. Le Regroupement ne veut pas être une chapelle; il ouvre ses portes aux chercheurs de diverses disciplines.

Le 26 octobre prochain, à l'UQAM, se tiendra la première réunion — une journée d'étude — du Regroupement interuniversitaire pour l'étude de la religion. Ce sera une excellente occasion d'y puiser toutes les informations désirées. Pour obtenir des détails à ce sujet, on communique avec le directeur, M. Despland, local A-2453 (pavillon Hubert-Aquin, 1255, rue Saint-Denis) par écrit, car le téléphone là comme à bien des endroits, n'est pas encore branché.

Hélène Sabourin



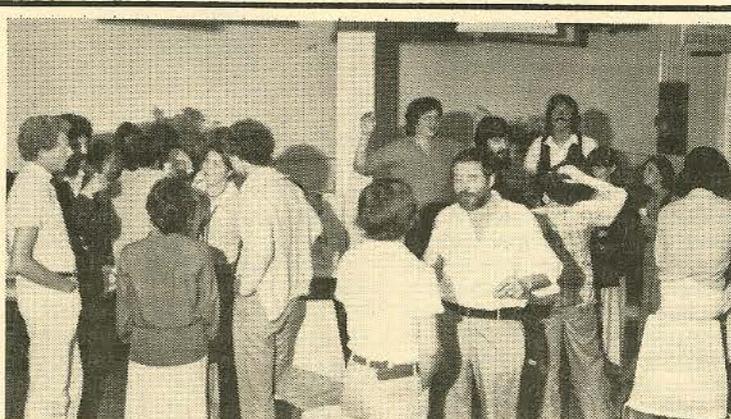
Quinze jours de travail, de rencontres et de discussions fertiles.

Des gens de Nantes à l'UQAM

Récemment, une quinzaine d'étudiants de l'UQAM et une vingtaine de professeurs de Nantes effectuaient ensemble au Québec un stage d'un genre nouveau. Les premiers, professeurs en exercice, sont inscrits au nouveau certificat en éducation des adultes; les seconds travaillent dans un centre d'accueil pour jeunes travailleurs nantais, qui se préoccupe à la fois de travail social, de scolarisation et d'aide à l'emploi.

archéologie des deux Amériques et préparé en collaboration avec des archéologues français travaillant sur le continent américain. Il sera dédié à la mémoire d'Annette Laming-Empéaire, archéologue américaniste de renom, qui a travaillé à l'UQAM et est décédée en cours de mission en Amérique du Sud.

C.A.



La rentrée en design graphique a été précédée d'une journée d'information au cours de laquelle étudiants ont rencontré les professeurs et ont été initiés au mystère de la double structure...

C.G.

Relance au près des finissants 77-78

Près de 20% moins de bacheliers dans le secteur de l'enseignement

Alors qu'en 1976, 63% des finissants-bacheliers avaient trouvé un emploi dans l'enseignement, seulement 46% se sont dirigés vers le même secteur d'emploi en 1977-78.

Ce n'est que l'une des intéressantes informations qui se dégagent d'une étude conduite par le Service de placement étudiant de l'UQAM. «Il s'agit, souligne M. Serge Roy, responsable du service, d'une enquête-maison, non scientifique, à prendre avec toutes les réserves inhérentes à ces relances faites à la mitaine et qui servent d'indicateurs plutôt que de constat».

La «population relancée» était constituée des finissants du premier cycle (bacc.) des sessions automne 1977, hiver 78 et été 78, inscrits au Centre de main d'oeuvre du Québec de l'UQAM. Cela touche environ 80% de l'ensemble des finissants au bacc. ayant pour la majorité complété leurs études à temps complet.

Sur les 1 408 finissants «relancés», 1 026 ont été rejoints (73%) et ont répondu aux questions posées au téléphone. Selon les familles, la répartition des répondants est la suivante: arts (148); formation des maîtres (397); lettres (154); sciences (181); sciences de la gestion (181); sciences humaines (347).

Compte tenu du nombre important de bacheliers rejoints, on a tout intérêt à prendre au sérieux les tendances ou lignes maîtresses qui ressortent de ce travail d'enquête. Par exemple, au 1er novembre 78 (date de compilation des données), 208 des 895 finissants disponibles pour un emploi ne travaillaient pas encore. (Notons que ces données ne s'appliquent pas aux clientèles des certificats et aux étudiants à temps partiel.)

«Cette situation de non-emploi s'explique en bonne partie par le



M. Serge Roy

resserrement du marché du travail dans les secteurs publics, parapublic et de l'enseignement, dit M. Roy. L'UQAM en est directement affectée puisqu'elle dispense plusieurs programmes de formation qui ont ces secteurs d'activités comme débouchés privilégiés.

On doit noter aussi que les finissants ont été rejoints très rapidement après leur sortie de l'Université (quelques mois). Ce qui leur laissait bien peu de temps pour se trouver un emploi dans la conjoncture difficile que nous traversons.

La «relance» indique par ailleurs que le taux de finissants poursuivant des études supérieures est de l'ordre de 10%. Il était, en 1976, de 16%. «Il faudrait, croit M. Roy, que l'on étudie plus à fond cette donnée et qu'elle soit pondérée selon des variables que nous n'avons pu retenir dans cette enquête».

Les finissants de 1977-78, d'autre part, «font preuve de mobilité» et travaillent en plus grand nombre à l'extérieur du Grand Montréal. En effet, 20% des répondants sont dans cette catégorie.

Selon M. Roy, «accepter la mobilité et une certaine polyvalence, c'est ajuster ses attentes à la réalité du monde du travail».

Cette réalité qu'est-elle? Complexe et mouvante, mais elle laisse voir que «l'enseignement ne peut plus apparaître comme une alternative intéressante aux personnes ayant une formation en arts, en lettres, en sciences ou en sciences humaines. Il y a maintenant suffisamment de finissants disponibles déjà qualifiés pour enseigner».

«Nous constatons aussi que de nombreux bacheliers doivent accepter pour des périodes plus ou moins longues un emploi temporaire ou un poste de contractuel. Que plusieurs doivent commencer au bas de l'échelle dans un milieu qui peut toutefois leur offrir un plan de carrière intéressant».

Contrairement à d'autres, M. Roy n'est pas prêt à dire que le diplôme universitaire ouvre vite et grandes les portes du marché du travail. «Plusieurs diplômés dans les années à venir auront à créer leur propre emploi dans des domaines encore peu développés. Je pense au secteur communautaire, à celui de la consommation, de la coopération, etc.»

«Relance auprès des finissants de 1977-78 inscrits au Centre de main d'oeuvre du Québec à l'UQAM» est disponible pour consultation (bureau de placement, pavillon Riverin, rue de Bleury). Entre autres informations utiles, on y trouve consignés le type d'emploi décroché par les finissants, de même que le nom des employeurs, et cela par programme et par famille.

Hélène Sabourin

les gens d'ailleurs...

Marie-Antoinette Simet-Lutin

Qui dit Guadeloupe dit mer, soleil, musique, danse. Eden des sens. Ces images enfiévrées mentent car elles taisent des siècles de civilisation judéo-chrétienne qui ont exilé les Guadeloupéens d'eux-mêmes. Leurs corps sont de véritables paradis perdus. Malgré la mer, le soleil, la musique, la danse.

«Chez nous, le corps plastique existe mais le corps sensuel n'est pas encore né. Les adultes sont encore surpris par leurs sens. Mais leurs peurs sont réductibles et le mouvement de libéralisation amorcé est certainement irréversible». C'est ainsi que s'exprime Mme Marie-Antoinette Simet-Lutin, conseillère pédagogique d'éducation sexuelle, membre du Conseil supérieur de la régulation des naissances au ministère de la Santé (France), directrice de l'Association pour le Planning des naissances.

Même si elle reconnaît avoir encore plus d'opposants que de coopérants, Mme Simet-Lutin mène son action avec une énergie et une foi à soulever les montagnes. «En 1964, dit-elle, nous n'étions qu'une douzaine de personnes à vouloir mettre sur pied une association pour la planification des naissances. Nous travaillions sans le sou et dans l'illégalité. Nous avons dû affronter les partis politiques, les groupes religieux, les hommes et une grande majorité de femmes. Aujourd'hui, l'Association emploie 67 personnes (médecins, psychologues, travailleuses sociales, etc.). Nous nous adressons aux gens à la radio. Nous entrons maintenant dans certaines écoles. Quand on n'abandonne pas, les choses changent.»

Agir avec réflexion, prudence mais d'une manière soutenue. Tel semble être le credo de cette femme de 52 ans qui connaît intimement — par cœur — l'ampleur et la profondeur des problèmes que pose aux femmes de son pays le choix de la contraception. Car la contraception n'est pas qu'une affaire technique. C'est surtout, selon Mme Simet-Lutin, un changement d'ordre psychologique.

«La femme antillaise est excitée moralement, vous savez, même si elle ne l'est pas physiquement. Elle doit soumission à son mari qui est le maître. Les hommes ont, chez nous, droit à la libre expression et à la libre satisfaction de leurs désirs. Les femmes doivent faire leur devoir conjugal et attester, par la procréation des naissances, de la puissance sexuelle de leur conjoint.»

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant qu'un grand nombre de femmes s'adressent aux cliniques de planning familial à l'insu de leur mari et qu'un grand nombre d'autres hésitent pendant des années avant de faire le pas. La contraception est une transgression de l'ordre établi, un combat contre l'ignorance et la peur.

Mme Simet-Lutin se fait très énergique: «Moi, je dis toujours aux femmes: «Vous êtes grandes, majeures et vaccinées. Décidez donc de votre vie. A-t-on jamais vu un maître libérer son esclave?»

Le corps-menace, le corps-entrevue, voire même le corps asexué semble actuellement en voie de perdre du terrain chez les jeunes, en Guadeloupe comme ailleurs. Cet espoir ne masque en rien



cependant le tragique de la réalité. «L'adulte guadeloupéen, raconte Mme Simet-Lutin, est mal à l'aise avec sa sexualité, mal dans sa peau, tiraillé entre ses principes et ses désirs, incapable d'exprimer même à ses propres enfants la tendresse qu'il éprouve pour eux. Il n'est donc pas d'un grand secours pour l'équilibre psycho-sexuel des enfants.»

Malgré tout, les tabous et les interdits entachent moins la vie des jeunes que celle des adultes. L'emprise de l'Eglise est moins forte, celle de la famille s'amoin-drit. En tant que conseillère pédagogique d'éducation sexuelle, chargée de mission aux Antilles et en Guyane, Mme Simet-Lutin rencontre beaucoup de jeunes. «Après avoir donné quelques informations scientifiques sur la reproduction ou les relations sexuelles, par exemple, je dis aux jeunes: posez-moi des questions. Chaque question qui est dans votre tête est bonne. Après tout, vous êtes tous nés d'une relation sexuelle et j'ai moi-même fait mes enfants de cette façon!»

Convaincue de l'impossibilité de dissocier l'information sexuelle de l'éducation sexuelle (comme prétend le faire l'Etat français dont la Guadeloupe est départe-ment légal depuis 1946), Mme Simet-Lutin croit que les jeunes s'interrogent sur l'anatomie autant que sur l'amour, la psychologie et la morale sexuelle. «Et ce ne sont pas des cours de sciences naturelles seulement qui permettent de répondre à ces besoins».

Acharnée, résolue, réfléchie, cette éducatrice-née (de passage à l'UQAM à l'occasion du récent colloque «Enfance et sexualité») n'a de cesse depuis 15 ans de poser, un à un, les jalons pour l'édification d'une nouvelle civilisation de tendresse et de liberté. A peine laisse-t-elle entrevoir certains moments, assombrit son regard...

Mme Simet-Lutin est de celles qui avancent la tête haute, persuadée que les hommes et les femmes de son pays se réconcilieront peu à peu avec les forces vives de leur sensualité. «Je n'ai quant à moi aucune inquiétude, disait-elle aux participants du symposium. Les choses se feront lentement mais se feront de toute manière. L'Histoire ne recule jamais.»

Denise Neveu

Au service des sports, inscriptions toute la semaine

A pied, du nouveau complexe UQAM au pavillon Latourelle rue Chériar, c'est un quart d'heure de marche. Et on peut s'y inscrire au service des sports toute cette semaine jusqu'au 21 septembre, chaque jour de midi à 20 h.

Sur place ou en consultant l'almanach de poche 79-80 ou le dépliant distribué dans les pavillons, on en saura davantage sur les règles d'inscription, les horaires, le calendrier et les points de destination. Les activités dirigées comprennent l'aïkido, le ballet-jazz, le conditionnement physique, l'escrime, le judo, le karate, la natation, le tir à l'arc, le yoga et le wendo. Les activités libres regroupent le badminton, le bain libre, le ballon volant, le jogging, les poids et haltères, le tennis sur table. Les activités spéciales comptent la fabrication des vêtements de plein air, l'équitation et l'aviation (cours techniques). Le

plein air offre un éventail de possibilités en canot camping, en cyclotourisme, en escalade, en randonnée pédestre. Pour les activités de plein air, il est possible de s'inscrire non seulement au pavillon Latourelle, mais aussi dans les centres d'accueil des pavillons Judith-Jasmin, Latourelle et Riverin II.

Comme le reste, le pavillon Latourelle vieillit. Déjà vénérable, il devient vétuste malgré les efforts à chaque saison pour lui redonner un new-look: «Les salles ne sont plus fonctionnelles, le gymnase est désuet, la piscine trop exigüe», gémit presque le directeur du service des sports, Raymond Lamarche, au naturel pourtant optimiste. Ce qu'il faut comprendre, c'est que le service des sports a récemment déposé au service des immeubles et de l'équipement le dossier d'un plan quinquennal de rénovation du Latourelle. Ce n'est plus d'une couche ou deux de peinture qu'on a besoin, mais de travaux de réfection majeure: changement des entrées électriques au complet, des fenêtres du pavillon, du système d'aération et de climatisation; récupération d'espaces mal utilisés (comme le grand escalier); reconversion du sous-sol en salle polyvalente d'entraînement. Et par ailleurs, advenant



M. Marcel Lamarche

l'accès aux installations sportives du Parc Olympique, le Latourelle conservera-t-il son ouverture à la communauté environnante qu'il anime avec succès depuis cinq ans?

Question qui rend soucieux le directeur du service des sports. Il paraît que sept minutes suffisent pour se rendre par métro au Parc Olympique. C'est plus que le quart d'heure de marche pour aller au Latourelle à pied.

C.A.

Invitation au chant

Toute personne intéressée à faire partie de la Chorale UQAM, dirigée par Miklos Takacs, est invitée à se présenter les mardis 18 et 25 septembre, entre 19h et 21h, pour le placement des voix au module de musique, 3e étage 1700 rue Berri. Pour renseignement: 282-8119.